

## **L'état de la démocratie au Sénégal et les perspectives**

En 1998, dans le cadre des Mardi de Brottier alors organisés par Présence Chrétienne en partenariat avec la Fondation Konrad Adenauer, j'avais eu l'occasion dans une contribution publiée sous le titre « la démocratie au Sénégal à l'épreuve des consultations législatives » de développer mes points de vue sur l'invention de la démocratie pour une liberté institutionnalisée, la stabilité et la paix propices au développement dans le monde. Je m'étais penché sur les significations du terme à travers le temps et l'espace, les constantes, le recours au peuple recensé, les acquis (institutionnels, sociaux, politiques) et les limites (les exclusions constatées).

J'avais aussi insisté sur la spécificité sénégalaise (depuis nos révolutions démocratiques précoloniales) sur la trajectoire particulière de notre pays en magnifiant au passage les contributions du doyen Mamadou Dia ancien Président du Conseil, un des grands bâtisseurs de la Nation Sénégalaise et celles tous les acteurs qui se sont battus pendant et après la colonisation ?

Nous n'avons manqué de formuler des recommandations pour la transparence et l'alternance que beaucoup souhaitaient alors.

Elles avaient concerné :

- L'Etat pour la neutralité
- Les moyens de régulation pour la transparence
- Les partis politiques pour le respect des règles de jeu
- La société civile à se mobiliser pour la transparence, le respect du verdict et surtout une bonne information aux citoyens sur leurs droits et leurs devoirs

Les élections présidentielles de 2000 ont produit l'effet que l'on sait, à savoir une alternance à la tête de l'Etat après 40 ans de régime dit socialiste. Le résultat a été salué dans le pays, en Afrique et dans le monde attestant de la maturité à la fois des citoyens et citoyennes et de certains dirigeants politiques.

Les élections de 2007 ont constitué un autre moment fort de la vie politique au Sénégal.

Une des surprises donc ce scrutin fut le calme, la sérénité affichée dans l'ensemble par l'écrasante majorité des citoyens et des responsables politiques face à cette situation. Le corps électoral s'était visiblement massifié et diversifié (jeunes, adultes et personnes du 3<sup>ème</sup> âge, hommes et femmes, salariés et non salariés,

sénégalais d'origine et immigrants naturalisés) s'étaient mobilisés. Les chiffres officiels confirment l'observation :

- **Inscrits : 3 917 157**
- **Votants : 3 472 712**
- **Bulletins nuls : 47 786**
- **Suffrages exprimés : 3 424 926**

Il est donc clair que le nombre de votants a atteint un chiffre record dans l'histoire de notre pays.

La question qu'on pouvait se poser avant même la proclamation des résultats provisoires était de savoir qui a mobilisé tous ces électeurs ? Qu'est qui les a motivés ? L'enjeu et l'espoir ? Les médias ? La qualité des prestations des candidats ? Les promesses ? Où tout cela à la fois ?

On pouvait donc bien penser que cet engouement allait se traduire par un vote surprise ; deux (2) surprises étaient possibles :

- 1- que le candidat sortant puisse sortir dès le premier tour, si c'est lui qui a réussi à mobiliser autour de sa personne les moyens de gagner.
- 2- qu'un challenger puisse aller au 2<sup>ième</sup> tour ou deux (2) challengers puissent occuper les deux premières positions, si la majorité des Sénégalais voulait effectivement sanctionner le candidat sortant pour sa prestation globale.

Aujourd'hui on constate que c'est le premier scénario (surprise) qui s'est produit. Comment peut-on tenter de l'expliquer « rationnellement » ?

### **Fédérer ou éclater**

Combien de fois des Sénégalais déçus de l'alternance ont demandé aux acteurs pour une alternative le profil du challenger aux plans économique, politique et éthique ? L'absence d'une réponse nette, précise et convaincante et les échecs dans les dynamiques unitaires au sein de l'opposition ont dû peut-être pousser la majorité des Sénégalais à opter pour le moindre mal, pour la stabilité, la continuité, la finalisation des grands chantiers du Chef de l'Etat ; candidat à sa propre succession. Certains observateurs et/ou acteurs parmi les plus avertis avaient prédit que sans unité de l'opposition partisane et des candidats indépendants, il ne serait pas possible de frayer une nouvelle alternative.

Aujourd'hui donc, force est de reconnaître que la tactique de candidats multiples au sein de l'opposition (qui pourraient jouer la carte du report au 2<sup>ième</sup> tour en faveur du meilleur challenger au président sortant) n'a pas été payante. Mais

cette dispersion de l'opposition ne peut à elle seule expliquer le verdict des urnes. Il faudrait bien analyser la prestation des candidats et/ou de leurs équipes.

### **Show-Simb-Corrída**

Si on s'en tenait aux foules qui venaient aux meetings, le scénario du 2<sup>ème</sup> tour était envisageable. Certain candidats ont tenu la dragée haute au candidat président sortant dans les grands centres urbains et surtout dans leurs lieux d'origine. Si les populations ont tenu à accueillir, à voir et/ou écouter presque les candidats, comment expliquer que leur vote se soit porté largement vers le candidat sortant ?

Là encore, l'observateur attentif peut reconnaître que la médiatisation a pu jouer pour ce dernier :

- la campagne d'affichage bien programmée, bien thématisée (faits et chiffres) et stylisée (l'ancien, le grand père africain et le moderne, le professeur avocat à l'occidental) a convaincu certains
- l'hymne du candidat sur le thème « Nous en voulons encore », « Goor gi doli nu » du duo Pape et Cheikh a dû faire vibrer des cordes sensibles.

Bref on a eu l'impression que le candidat sortant maîtrisait mieux le calendrier électoral, avait mieux planifié ses actions, avait plus de moyens et prenait plus d'initiatives. Le volontarisme était là avec des fautes d'orthographe en wolof. Il est vrai que des candidats de l'opposition ont eu à riposter et à rivaliser sur les mêmes terrains des arts graphiques et musicaux, mais avec un certain retard et de manière laborieuse. Si l'équilibre a été tenté, comme le veut la loi, aussi bien par la presse d'Etat que par les organes privés (radios, télés et journaux), force a été de reconnaître qu'il y'a eu des coups de pouce administratifs et étatiques.

On peut citer la diffusion radio et télé de la déclaration du khalife général des Mourides sur les préparatifs du Magal et l'état de ses relations avec le président sortant, le leitmotiv sur le suivi des réalisations du candidat (infrastructures pour les communications, les écoles et les universités, etc.), tout cela a dû faire pencher le vote des indécis en faveur du candidat le plus et mieux équipé et le plus soutenu par l'appareil d'Etat. Mais est ce que suffisant pour expliquer le franchissement du seuil des 50 % dès le premier tour ?

### **Maîtrise et manœuvres-Expertise et malice**

A ce niveau de la réflexion on peut relever la division des tâches : le candidat sortant s'est chargé des bons rôles (pardoner à ceux qui l'auraient « offensé », ignorer voire mépriser ceux qui l'auraient « trahi », etc.). Il a laissé le soin à certains

de ses ministres ou inconditionnels le soin de faire peur ou de ramener à la raison, physiquement parfois ses adversaires. Quelle a été la part des écarts de langage, des errements dans le score de certains leaders politiques dans l'opposition qui ont voulu riposter aux attaques sur leur crédibilité et/ou moralité ? Quel a été l'impact des votes religieux, chrétien ou musulman, confrériques/ mouride ou tidiane surtout, layène, khadre, niassène, sans oublier ceux du Pakao, de Médina Gounasse, etc.? Quel a été l'impact des sorties et allusions de certaines chancelleries occidentales sur les fibres nationalistes ?

On peut penser que ses effets sont marginaux ou qu'ils se sont neutralisés.

A notre avis, c'est surtout l'appareil PDS Etat qui a fonctionné à merveille et qui a mené des opérations à effets cumulés. Il a pu faire croire que le calendrier électoral est à roulettes ; le premier report des élections législatives et son couplage avec la présidentielle, puis le second report et le découplage dérouté dans une certaine mesure l'opposition. Mais ce qui a surtout désorienté beaucoup de citoyens, ce sont les difficultés dans l'obtention des cartes d'électeurs, jusqu'au jour du scrutin. A cela il faut ajouter les anomalies, toujours le jour du scrutin (manque de bulletins de certains candidats des oppositions, encre suspecte, la prolongation des opérations jusque très tard dans la nuit et surtout la proclamation des premiers résultats au moment où les opérations se poursuivaient). En un moment, on peut dire que ce qui était programmé c'était la victoire au premier tour. La course a commencé bien avant les 17 et 18 Février le jour du vote des corps militaires et paramilitaires, l'accélération s'est produite le 25 Février sous forme de némal (amélioration qualitative) et dogali (parachèvement).

On a reproché au Parti Etat d'avoir profité de la connaissance qu'il a de la carte électorale, de son autorité sur la répartition des bureaux de vote, des moyens financiers à sa disposition pour manipuler les opérations et les consciences. Est-il nécessaire de rappeler que la démocratie, c'est d'abord la maîtrise du corps civique (le demos) ? Elle est certes la liberté et la responsabilité partagées, mais son invention est liée à celle de l'alphabétisation et de la monnaie. Il est donc clair que dans la compétition républicaine et démocratique, ceux qui n'ont ni argent ni politique communicationnelle efficace ne devraient se faire d'illusions, sauf s'ils pensent que l'essentiel est de participer, pour faire avancer certaines idées ou s'ils veulent se faire connaître pour être coptés par les vainqueurs.

Le vainqueur a été proclamé, ses partisans et ses adversaires ont été pour l'essentiel et dans leur grande majorité tous abasourdis. Ce qui explique la torpeur qui a envahi le pays le lendemain des élections et les jours qui ont suivi.

### **Les enseignements d'un processus**

- La première leçon que nous tirons a trait à l'élargissement du corps civique. La population du Sénégal a augmenté et le nombre de votants aussi, l'engouement des Sénégalais pour la voie des urnes est une donnée dont il faut tenir compte pour les changements socio-économiques et politiques. On peut même penser que le nombre des votants aurait pu être plus important si le retrait s'était fait normalement, aussi bien au Sénégal que dans les pays étrangers où les Sénégalais ont pu voter. 55,9 % des votes validés sont allés au candidat sortant signifie que 44,1% ne s'estiment pas satisfaits de la politique de maître Wade. Cela indique bien que nos concitoyens sont profondément divisés sur le bilan de l'alternance pour des raisons qu'il faut analyser de manière profonde.
- La deuxième raison est que le Parti Etat est toujours vivant : le PDS a bénéficié, comme autrefois l'UPS- PS, de sa position au sein de l'appareil d'Etat, de son influence sur les corps militaires et paramilitaires et sur la justice.

La parenthèse de l'an 2000 a du faire croire un moment que le processus pour la transparence des opérations et la neutralité des organisateurs et facilitateurs était irréversible. En 2000 la mobilisation de l'opposition, de la jeunesse, de la société civile et des médias avait été forte, et le candidat Diouf s'était préparé psychologiquement à la défaite et le Général Cissé ministre de l'Intérieur avait joué le jeu. Il convient donc de poursuivre le combat et pour une commission électorale indépendante, plus forte, mieux équipée et dont les prérogatives seront renforcées et prépondérantes à toutes les étapes du processus. Ce ne sera pas facile, mais on y arrivera un jour. Il faudra également poursuivre la lutte pour un financement transparent des partis et des candidats, voire des associations et organes de presse. La législation dans ce domaine doit faire de nouveaux pas et le contrôle par la justice et par tous les acteurs doit être recherché. Le RADI (Réseau Africain pour le Développement Intégré) a produit un document sur lequel on peut s'appuyer et la coalition pour le pacte républicain a balisé le terrain pour des consensus forts.

- La troisième leçon a trait à la lecture du classement : certaines raisons (moyens et expériences) qui expliquent le classement du candidat Wade expliquent du second Idrissa Seck (14,92 %) et Tanor Dieng (13,56 %) qui aurait pu occuper la position de second si le PS était parti uni (Robert Sagna a eu 2,58 %), Moustapha Niasse qui ne semble manquer ni de moyens ni d'expériences, a peut être payé le prix des différentes saignées qu'avaient connues son parti, saignées qui sont le reflet de faiblesses que l'électorat a sanctionnées. Il a eu 5,43 %, ce qui est reculé de presque trois longueurs par rapport à la dernière présidentielle

Les candidats dits de la « gauche » (Bathily, Landing) ont eu des scores autour de 2 % plus précisément 2,21 pour le premier et 2,07 % pour le second. Cette gauche a payé le prix de sa dispersion d'autant plus que le PIT leur allié dans le MAG (Mouvement des assises de la Gauche) a soutenu le candidat Niasse. Quant aux

candidats dits indépendants ou non alignés, le total de leurs scores dépasse les 3 %, ce qui loin d'être négligeable compte tenu de la première expérience de certains et du manque de moyens substantiels pour d'autres. Ces résultats doivent toutefois pousser ce dernier groupe à plus de modestie et de réalisme.

En résumé, le verdict peut être éclairé par des variables multiples, mais l'essentiel est de retenir qu'en face du candidat sortant, il n'y avait pas de challenger consensuel, bien inspiré et jouissant d'atouts décisifs en termes de moyens et d'organisation. Tout cela permet de dire que les changements souhaités par les Sénégalais ne peuvent être réalisés que par une jonction de forces sociales massives et conscientes et qui acceptent de travailler sur le moyen et long terme. C'est ce qui a compris une partie de l'opposition qui a pris contact avec des franges de la société civile pour organiser les Assises Nationales.

### **Les Assises Nationales**

Les Assises ont produit des documents de grande facture et ont eu un effet d'entraînement.

Il y a eu un grand tournant avec les élections locales, municipales et rurales de 2009. Beaucoup d'analystes ont lié les victoires de l'opposition dans les grands bastions que constituent les grandes villes à l'effet des Assises Nationales.

Toujours est-il qu'au sortir des élections après l'euphorie de la victoire et les hésitations sur les conduites futures, on a constaté une floraison de mouvements citoyens, puis il y eut un sursaut de partis politiques pour reconstituer le bloc social qui avait permis la tenue des Assises Nationales.

Actuellement les formations politiques et des coalitions citoyennes sont conscientes des enjeux des échéances électorales 2012 (présidentielles et législatives).

Des inquiétudes se font jour quant à la sincérité des acteurs à respecter les règles de transparence, à assumer leurs responsabilités démocratiques et républicaines.

Il appartient :

- à l'Etat de réunir les conditions d'un vote transparent et honnête ;

Les couacs constatés lors des dernières élections de représentativité syndicales sont à éviter.

- Aux partis politiques de contribuer à créer un climat de confiance, de culture de la paix ;

- A la société civile et aux citoyens de faire preuve de vigilance et de détermination pour le respect du verdict des urnes.
- Aux médias de jouer le rôle de relais et de veille.

Ainsi les élections de 2012 pourront constituer un grand tournant dans la longue marche du peuple sénégalais pour la démocratie, le développement, la justice sociale et la solidarité.

Babacar Diop Buuba

Professeur FLSH UCAD